

OUM EL BOUAGHI Le pavillon des urgences d'Aïn Fakroun saccagé

Suite au décès d'un citoyen âgé de 36 ans après son admission au pavillon des urgences de l'hôpital d'Aïn Fakroun, plus d'une centaine de personnes de tous âges parmi les membres de la famille de la victime, a envahi l'hôpital.

Refusant la thèse du décès par arrêt cardiaque et l'imputant à une négligence du personnel médical, la marée humaine, dans sa folie furieuse, munie de bâtons et autres armes blanches, a tout détruit sur son passage. Cette intrusion s'est soldée par la blessure de deux médecins de garde et de trois infirmiers, des blessures ayant nécessité plusieurs jours d'incapacité de travail.

Contacté, le chef du service de garde nous fera savoir que l'équipe médicale a fait l'impossible pour sauver le malade, malheureusement, il décèdera d'un arrêt cardiaque.

FORMATION PROFESSIONNELLE À EL-OUED Plus de 4 400 places pour la prochaine rentrée

Quelque 4 431 nouvelles places de formation seront offertes, au titre de la prochaine rentrée de la formation professionnelle (session d'octobre), dans la wilaya d'El-Oued, a-t-on appris auprès de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels (DFEP).

Ces postes seront répartis entre la formation résidentielle (3 230 postes), l'apprentissage (1 201), les cours du soir (520), et la formation de la femme au foyer (395), et à travers 41 spécialités de formation dispensées cette saison, a-t-on précisé.

Le secteur, qui vient d'acquiescer 12 lots d'équipements nouveaux pour les établissements de formation de la wilaya, accueillera cette saison trois nouveaux centres de formation professionnelle d'une capacité d'accueil de 300 places pédagogique et 60 lits chacun, au niveau des communes de Sidi Amrane, Oum Tiour et El-Oued.

Le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya d'El-Oued compte 23 établissements publics, dont un institut national spécialisé implanté au chef-lieu de la wilaya, en plus de trois structures de formation relevant du secteur privé.

APS

ENAD DE SKIKDA Les travailleurs demandent le départ volontaire

Redressement de l'entreprise, paiement des arriérés de salaire, promotion des employés qui relèvent de la catégorie 10 sont, entre autres, les revendications des travailleurs de la Société nationale de distribution des produits détergents.

La signature du départ volontaire pour la majorité d'entre eux, l'encaissement des 270 millions de dinars détenus auprès de la Sodige (Société nationale de distribution des produits détergents) et la régularisation des 20% de l'assurance-groupe non payés par la CAAR depuis 2005 sont aussi les doléances inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée tenue récemment au siège de l'Enad de Hamrouche-Hamoudi. Outre les travailleurs, le directeur général du groupe Soder Errimmel de Constantine et le directeur de l'unité de Skikda ont pris part à cette réunion.

C'est un véritable cri de colère qu'ont poussé les employés qui ont fait une rentrée sociale des plus difficiles, le dernier virement salarial remontant au 18 juillet. «On n'a pas honte de le cacher, tout le collectif ne peut supporter les dépenses fami-

liales», renchérit le secrétaire général du syndicat d'entreprise. «Nous ne sommes pas considérés comme des Algériens, nous avons eu toutes les peines du monde à surmonter l'écueil du Ramadan, Aïd El Fitr et de la rentrée sociale. Même pour emprunter de l'argent, il est difficile de trouver un prêteur, on a peur à l'idée de le faire au profit de gens dont le devenir salarial est sombre», dira un employé.

«On doit attendre combien de temps l'approbation des 280 millions de dinars du plan d'assainissement ? L'espoir de voir injecter l'intégralité des 270 millions de dinars détenus auprès de la Sodige s'est envolé depuis qu'il a été décidé de le faire partiellement. Que peut-on supporter comme charges avec 10 millions de dinars ? Payer les arriérés de salaire, acquiescer les matières premières dont

manque l'unité de Skikda ou rénover le vieux matériel qui date de 25 ans, tout cela pour espérer reconquérir le marché qu'on a déserté depuis au moins 8 mois ?», dira un autre employé. Cela fait 8 mois que l'entreprise tourne au ralenti, cela est dû à une production insuffisante et une commercialisation nullement motivante.

Un responsable très au fait du dossier, dira à ce propos : «Cela fait véritablement 5 ans que l'Enad a enregistré une régression notable dans le domaine de la production et de la commercialisation des produits d'entretien et des détergents. Avant cette date, on produisait 2 500 tonnes par an. Depuis, on ne dépasse plus les 30% de nos objectifs. Cela s'explique, entre autres, par la raréfaction des matières premières, mais aussi par l'arrêt de notre fournisseur en poudre, à savoir l'unité de Sour El Ghoulane.» Optimiste, ce même responsable nous déclare : «On ne perd pas espoir, car on attend seulement l'approbation du plan

d'assainissement de l'entreprise, pour lequel on a prévu 280 millions de dinars, ce qui permettra à coup sûr la redynamisation requise et la reconquête du marché.» Au sujet du départ volontaire, les travailleurs sont quasi majoritaires pour son application. «Libérez-nous, on en a marre de cette situation désavantageuse. On veut partir, on a trop souffert. On a chopé des maladies, stress et cumul de dettes, surtout ces dernières années.» Pour le directeur général du groupe, «les modalités du départ volontaire se feront sur la base d'un accord collectif entre le groupe d'Alger et la coordination nationale représentant les travailleurs». «Nous demandons avant le départ, volontaire d'assainir nos impayés salariaux et de revaloriser le statut des embaucheurs et des opérateurs relevant de la catégorie 10», dira un travailleur. Concernant la mutuelle, «on a promis de régulariser la situation vis-à-vis de la CAAR pour l'exercice 2012».

Zaïd Zoheir

CHLEF Les habitants de Brira vivent dans l'oubli

Située au fin fond de la wilaya de Chlef, la municipalité de Brira, rattachée à la daïra côtière de Beni Haoua, est l'une des plus pauvres communes du pays.

Les habitants des villages et des douars de Brira dénoncent leurs mauvaises conditions de vie. La couverture sanitaire publique demeure encore insuffisante en dépit des cris lancés par les citoyens à chaque fois qu'un responsable se rend dans leur localité. Cette municipalité ne dispose que d'un centre sanitaire dont les prestations sont à renforcer afin d'offrir une meilleure qualité des soins. Ce

manque d'infrastructures et d'équipements et également le déficit en matière de médecins spécialistes conduisent les malades à parcourir des dizaines de kilomètres pour rallier un établissement sanitaire à l'instar de l'EPH de Ténès, distant de plus de 60 km de la localité. 5 000 dinars, tel est le tarif nocturne que propose un taxi ou parfois même un «clandestin» pour une évacuation à l'un des

établissements hospitaliers. En outre, même les praticiens privés refusent de s'installer en raison de nombreux obstacles qui compliquent leur vie. Quant à l'eau, elle ne coule que rarement dans des robinets secs et rouillés, ce qui contraint les citoyens, notamment les enfants, à s'approvisionner à partir de citernes. Bon nombre d'habitations ne sont pas raccordées au réseau de distribution en eau potable. Des citoyens habitent des bidonvilles, d'autres des grottes.

Concernant la scolarité de leurs enfants, les quelques bus communaux assurant le transport scolaire ne suffisent plus face au nombre des écoliers sans cesse grandissant. D'autre part, les espaces de divertissement et de loisirs à l'image des maisons de jeunes, des piscines se font rares et ceux qui existent dans la région sont dans un état d'abandon faute d'encadrement et parfois même d'équipements. Une situation qui perdure face au silence des élus.

zakarya Mahfoud

TIZI OUZOU Les travailleurs de l'ADE en colère

A entendre les travailleurs de l'Algérienne des eaux (ADE) à Tizi Ouzou, un mouvement de contestation se prépare à travers l'ensemble du réseau des unités et des agences de la wilaya où la colère monte crescendo depuis quelque temps parmi les travailleurs.

Pour donner un premier aperçu de leur mobilisation, les travailleurs du siège de l'unité ont répondu, dans la matinée de jeudi dernier à un appel pour un débrayage de deux heures assorti d'un rassemblement au sein même du siège. Deux heures durant donc, ils ont voulu attirer l'attention de l'administration afin qu'elle prenne acte de leurs doléances sociales, dont l'augmentation des salaires.

Selon un membre du collectif ayant dirigé l'action, les travailleurs de l'ADE se considèrent comme «les oubliés de toutes les entreprises publiques». Pour se faire plus convaincants, ils étaient même

vu leur situation évoluer d'une manière éloquentes».

Calmes mais décidés, les travailleurs assurent qu'ils sont déterminés à monter au créneau autant qu'il le faudra pour qu'on daigne les écouter. A en croire certains travailleurs, la situation n'est pas propre aux travailleurs de l'ADE de la wilaya Tizi Ouzou. Ils assurent

que le mouvement de protestation est en phase de structuration dans de nombreuses unités à travers l'ensemble du pays. En tous les cas, sans attendre que le mouvement se propage, les travailleurs promettent de faire monter la cadence de leur protestation et de ne pas lâcher prise, quoi qu'il leur en coûte.

A. M.

SUITE À UN ACCIDENT AYANT CAUSÉ LA MORT D'UN ENFANT À AÏN M'LILA

Les habitants bloquent la RN 100

Un accident de la circulation a eu lieu au quartier Soualhia, à 2 km à l'est d'Aïn M'lila, lorsque un véhicule léger a dérapé puis s'est renversé sur le bord de la route. L'accident s'est déroulé devant le passage menant vers l'école où sont scolarisés les trois frères victimes de l'accident. Le cadet, âgé de 12 ans, décèdera sur le coup, quant à ses deux frères ils sont toujours à l'hôpital et leur état est jugé grave. Suite à cet accident qui n'est pas le premier à déplorer, les habitants ont occupé spontanément la rue pour bloquer la RN 100 à l'aide de blocs de pierres et brûlant des pneus, sollicitant des autorités locales, la réalisation d'une passerelle. Le maire d'Aïn M'lila, que nous avons contacté, et qui était sur les lieux de l'accident, nous dira que les doléances des citoyens seront étudiées et prises en charge.

Moussa Chtatha